

**Comité permanent de la citoyenneté et de
l'immigration de la Chambre des communes**

**Mesures spéciales en matière d'immigration et de protection
des réfugiés pour les habitants de Hong Kong**

Mémoire soumis par

Mimi Lee

Torontonian HongKongers Action Group



Mars 2021

Contexte.....	2
Preuves à l'appui	3
Conséquences pour le Canada	6
Recommandations	7
Conclusion	7

Contexte

En 18 ans de travail en tant que conseillère financière, j'ai rencontré de nombreux clients immigrants qui possédaient une vaste expérience professionnelle ou universitaire dans leur pays d'origine. Malgré leur riche bagage, bon nombre d'entre eux ont dû composer avec de grandes difficultés – et d'autres continuent à en avoir – à reprendre leurs professions d'origine au Canada. Pour les immigrants professionnels qualifiés, ce que l'on entend sur l'immigration au Canada est souvent que les ambitions et les attentes sont remplacées par la frustration de ne pas pouvoir contribuer à la société canadienne. Voici quelques exemples de clients à qui j'ai parlé au cours de l'année qui vient de s'écouler :

1. Titulaire d'un doctorat en biostatistique, le D^r X, attaché de recherche clinique, a coordonné pendant plus de cinq ans plusieurs projets de recherche clinique financés par le gouvernement et d'autres autorités, et y a participé. Il a signé plus de 20 articles, pour la plupart publiés dans des revues renommées, soumises à l'évaluation par des pairs, dans son pays d'origine. Toutefois, un prospecteur d'emploi lors du cours de perfectionnement linguistique offert par COSTI lui a conseillé de travailler comme caissier au supermarché afin d'acquérir une expérience de travail canadienne¹.
2. Titulaire d'une maîtrise en enseignement primaire dans son pays d'origine, M^{me} Y possède plus de 10 ans d'expérience dans ce domaine; durant cette période, elle a écrit un livre sur les stratégies d'enseignement à l'intention des enseignants du primaire. Elle a travaillé comme tutrice à temps partiel dans une école privée pendant quatre mois après son arrivée, mais a été mise à pied en raison de la COVID-19. Depuis, elle n'a pas retrouvé d'emploi, bien qu'elle ait également postulé un poste dans un café local.
3. Titulaire d'un doctorat en soins de santé et infirmière autorisée, M^{me} P travaillait dans un établissement d'enseignement supérieur dans son pays d'origine. Forte de plus de 20 ans d'expérience clinique et pédagogique, elle a écrit de nombreux articles, notamment pour des revues soumises à l'évaluation par des pairs, des chapitres de livres, des livres, et elle a prononcé des allocutions dans des conférences internationales. Elle a aussi mené plusieurs projets de recherche clinique et d'autres projets à titre d'évaluatrice principale et de conseillère, qui étaient financés par le gouvernement et des organismes. M^{me} P avait envisagé de postuler un emploi d'assistante de recherche qui exigeait seulement un baccalauréat et aucune expérience de travail, mais plusieurs

¹ Un organisme multiculturel sans but lucratif qui offre aux nouveaux arrivants des services éducatifs, d'emploi et sociaux, ainsi que des possibilités d'emploi en réponse aux besoins particuliers et aux préoccupations dans la région du grand Toronto (Ontario). <http://www.costi.org/>

prospecteurs d'emploi et conseillers de COSTI, ainsi qu'un accompagnateur du programme de mentorat du Toronto Region Immigrant Employment Council (TRIEC)² lui ont tous dit qu'il serait impossible de postuler un emploi aussi « prestigieux » sans expérience universitaire et professionnelle canadienne.

4. Comptable professionnel agréé (CPA) et titulaire d'une maîtrise en comptabilité, M. A a été comptable principal pour un grand cabinet d'experts-comptables dans son pays d'origine pendant plus d'une décennie; on lui a conseillé de travailler comme comptable junior et de ne pas « s'attendre » à trouver un poste d'aide-comptable principal ou de comptable-assistant au Canada.
5. M. C est arrivé au Canada en mars 2011; il parle, lit et écrit couramment l'anglais. Il comptait environ sept ans d'expérience professionnelle dans le commerce de détail à Dubaï – l'un des hauts lieux touristiques les plus fréquentés du monde. Néanmoins, il n'a jamais été en mesure de trouver un emploi dans ce secteur à cause d'un manque d'« expérience canadienne ».

Ces immigrants ont des années, voire des décennies, d'expérience professionnelle dans leur pays d'origine. Pourtant, aucun d'entre eux n'a été en mesure de trouver du travail ou de poursuivre sa profession à cause d'un manque d'expérience universitaire ou professionnelle au Canada. Ils n'ont pas obtenu la reconnaissance canadienne de leurs compétences professionnelles ou de leurs diplômes. Bien qu'ils soient nombreux à être disposés à faire du bénévolat pour acquérir l'expérience professionnelle exigée et se familiariser avec la culture canadienne, le bénévolat ne remplace pas un emploi adéquatement rémunéré, semblable à celui qu'ils avaient dans leur pays d'origine.

Après avoir atteint des sphères élevées de statut social et de revenus dans leur pays d'origine, les nouveaux immigrants hésitent à demander des subventions gouvernementales parce qu'ils souhaitent gagner leur vie grâce à leur savoir-faire au Canada et s'intégrer dans leur pays d'accueil dignement. Les conseils régulièrement donnés aux nouveaux arrivants par les centres d'accueil et les conseillers en emploi – travailler comme bénévoles pendant au moins un an – représentent un sérieux contretemps pour les immigrants, en particulier pour ceux qui ont des familles. De longues périodes de bénévolat non rémunéré ont souvent de lourdes répercussions financières et émotionnelles sur les nouveaux arrivants.

Ces difficultés touchent ces immigrants et leurs familles immédiates sur divers fronts. Ils limitent aussi leur capacité à réintégrer leur profession d'origine et à contribuer au développement économique du Canada. Cela va à l'encontre de l'objectif des efforts déployés par le Canada pour attirer et maintenir en poste des immigrants professionnels qualifiés.

Preuves à l'appui

Les cas mentionnés ci-dessus ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Comme Emploi et Développement social Canada l'a noté dans un rapport de 2020³ :

Les nouveaux immigrants récents (c'est-à-dire les immigrants vivant au Canada depuis moins de 10 ans) peuvent être victimes de discrimination, de racisme, avoir de la difficulté à faire reconnaître leurs diplômes et leurs titres de compétences, se heurter à des obstacles linguistiques et avoir du mal à tisser des liens sociaux après leur arrivée au Canada. En 2018, 26 % des immigrants au Canada depuis 4 ans ou moins et 14,4 % des

² Un partenariat de mentorat visant à jumeler les nouveaux immigrants qualifiés à des professionnels établis de la région du grand Toronto et exerçant une profession semblable. www.mentoringpartnership.ca/

³ Pour mieux comprendre : le premier rapport du Conseil consultatif national sur la pauvreté <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/reduction-pauvrete/conseil-consultatif-national/rapports/annuel-2020.html>.

immigrants au Canada depuis 5 à 9 ans vivaient dans la pauvreté.

Les systèmes d'éducation de Hong Kong et du Canada sont similaires en format et en normes (voir les tableaux 1 à 4). Les immigrants de Hong Kong qui ont fait leurs études dans ce système devraient donc pouvoir bénéficier d'un système plus rationalisé de reconnaissance de leurs compétences professionnelles. C'est particulièrement vrai pour les immigrants qui ont été très bien notés dans le Système de classement global, comme les médecins et les infirmières.

À cause des conséquences prolongées de la pandémie de COVID-19 et de la pénurie continue de professionnels de la santé au Canada, les diplômés de troisième cycle en médecine des immigrants qualifiés devraient être acceptés à des fins de perfectionnement professionnel au Canada.

Tableau 1. Le classement mondial des universités de QS, par spécialisation, 2021 : Médecine (Source : [QS World University Rankings for Medicine 2021 | Top Universities](#))⁴

Classement	Université	Note globale
14	Université de Toronto	89,7
25	Université McGill	85,5
31	Université de la Colombie-Britannique	84,1
39	Université de Hong Kong	82,7
40	Université chinoise de Hong Kong	82,6
41	Université McMaster	82,2
66	Université de Montréal	79,3
89	Université de Calgary	76,9
92	Université de l'Alberta	76,8
151-200	Université d'Ottawa	-

Tableau 2. Le classement mondial des universités de QS, par spécialisation, 2021 : Soins infirmiers (Source : [QS World University Rankings for Nursing 2021 | Top Universities](#))⁵

Classement	Université	Note globale
12	Université de Toronto	89,3
14	Université de l'Alberta	88,7
15	Université McMaster	88,5
22	Université chinoise de Hong Kong	87,0
27	Université de la Colombie-Britannique	85,8
32	Université McGill	84,2
38	Université de Hong Kong	82,8
43	Université polytechnique de Hong Kong	82,1
50	Université de Calgary	81,1
51-100	Université de Montréal	-

Tableau 3. Le classement mondial des universités de QS, par spécialisation, 2021 : Génie civil (Source : [QS](#))

⁴ <https://www.topuniversities.com/university-rankings/university-subject-rankings/2021/medicine>

⁵ <https://www.topuniversities.com/university-rankings/university-subject-rankings/2021/nursing>

[World University Rankings for Engineering – Civil and Structural 2021 | Top universities](#))⁶

Classement	Université	Note globale
16	Université des sciences et technologies de Hong Kong	84,7
19	Université de Hong Kong	84,5
21	Université polytechnique de Hong Kong	83,9
25	Université de la Colombie-Britannique	82,2
34	Université de Toronto	80,3
43	Université McGill	78,7
51-100	Université de Waterloo	-
101-150	Université de l'Alberta	-
101-105	Université de Montréal	-
151-200	Université Queen's	-

Tableau 4. Le classement mondial des universités QS par spécialisation de 2021 : Comptabilité et finances (Source : [QS World University Rankings for Accounting and Finance 2021 | Top Universities](#))⁷

Classement	Université	Note globale
22	Université des sciences et technologies de Hong Kong	81,4
27	Université de Toronto	80,7
28	Université de Hong Kong	80,1
39	Université chinoise de Hong Kong	77,3
43	Université de la Colombie-Britannique	75,5
58	Université City de Hong Kong	72,8
59	Université polytechnique de Hong Kong	72,7
85	Université McGill	68,2
95	Université York	67,0
99	Université de Montréal	66,5

Le Canada est fier de son multiculturalisme et de sa volonté d'accueillir des immigrants d'origines culturelles et nationales variées. Dans le cas d'immigrants qualifiés ayant des antécédents professionnels, le Canada doit faciliter leur réinsertion dans leur profession au Canada, faute de quoi il décourage les nouveaux arrivants de reprendre leurs professions antérieures, limitant ainsi leur éventuelle contribution à leur pays d'adoption.

Les différentes cultures et pratiques ont leurs propres mérites, en particulier dans les domaines de la santé et du génie. Par exemple, l'expérience des professionnels de la santé de Hong Kong dans la lutte contre les flambées du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), de la grippe porcine et de la COVID-19, respectivement en 2003, 2009 et 2019, sera particulièrement utile pour faire face aux retombées de la pandémie actuelle de COVID-19.

Les conseils reçus par les nouveaux arrivants concernant l'accès aux services publics étaient également insuffisants ou incohérents. Ainsi, un client s'est rendu dans un bureau de Service Canada pour obtenir un numéro d'assurance sociale (NAS). Il a reçu des instructions différentes de quatre fonctionnaires du même

⁶ <https://www.topuniversities.com/university-rankings/university-subject-rankings/2021/engineering-civil-structural>

⁷ <https://www.topuniversities.com/university-rankings/university-subject-rankings/2021/accounting-finance>

bureau de Service Canada, qui, de surcroît, n'étaient pas identiques aux instructions publiées en ligne. Dans d'autres cas, des nouveaux arrivants qui tentaient de s'inscrire à l'Assurance-santé de l'Ontario devaient se rendre dans plus d'un bureau de Service Ontario le même jour avec les mêmes documents. Dans un cas particulier, on a dit à un immigrant voulant s'inscrire au Régime d'assurance-santé de l'Ontario que les lignes directrices écrites concernant les documents à présenter, fournies par Service Ontario et intitulées « Documents nécessaires pour obtenir une carte Santé⁸ », étaient « à titre de référence seulement » et que le personnel responsable du traitement de l'inscription « peut demander des documents supplémentaires » qui ne sont pas mentionnés dans lesdites lignes directrices.

Une autre cliente nouvellement arrivée s'est plainte d'avoir reçu un courriel d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada reconnaissant son arrivée, mais ne contenant aucune information sur l'accès aux services publics, comme la demande d'un NAS et d'adhésion au régime d'assurance-santé provinciale. Son conjoint, qui a obtenu un permis de travail à son arrivée, ne savait pas qu'elle devait demander un NAS avant que le Service des ressources humaines de son employeur l'y invite. IRCC peut certainement faciliter l'accès des nouveaux arrivants aux services sociaux en leur fournissant des renseignements détaillés sur ces services.

Conséquences pour le Canada

Ces expériences ont des conséquences négatives pour le Canada en général. Hong Kong est une métropole de 7,34 millions d'habitants (recensement de la population de Hong Kong, 2016)⁹. En 2016, plus de 110 000 résidents de Hong Kong se sont établis au Canada, faisant de ce territoire la cinquième source d'immigrants asiatiques cette année-là (Profil du recensement, Recensement de 2016)¹⁰. On estime que 300 000 Canadiens vivent à Hong Kong, soit l'une des plus grandes communautés canadiennes à l'étranger (gouvernement du Canada, 2020)¹¹. Selon les cibles prévues du Plan canadien d'immigration de 2021-2023, 20 000 nouveaux résidents permanents arriveront au cours des trois prochaines années (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2020)¹². Les problèmes suivants, fréquemment rencontrés par les nouveaux immigrants, seront donc probablement exacerbés :

1. Les immigrants obtiennent des notes élevées lorsque leur profession figure sur les listes de priorités du ministère de l'Immigration. Toutefois, la difficulté à faire reconnaître les titres de compétences et les diplômes obtenus ailleurs va à l'encontre de l'objectif du système de points visant à attirer des immigrants qualifiés.
2. En raison de l'incapacité des nouveaux arrivants à réintégrer la profession qu'ils exerçaient avant leur arrivée au Canada, les immigrants et leurs familles sont souvent forcés de composer avec des revenus sensiblement inférieurs. Les répercussions financières et émotionnelles de ces changements se font sentir non seulement sur les immigrants qualifiés, mais aussi sur leurs familles.
3. Les nouveaux arrivants qui décident de rester au Canada, malgré ces défis :
 - a. payent moins d'impôts en raison de leurs faibles revenus;
 - b. sont à risque de développer des problèmes émotionnels et des maladies mentales, ce qui accentue la pression sur notre système de soins de santé;
 - c. peuvent éventuellement avoir besoin d'aide sociale, exerçant ainsi des pressions évitables sur le système d'aide sociale.
4. Certains immigrants quittent définitivement le Canada après avoir obtenu la citoyenneté, ne payant

⁸ Également accessible en ligne à <https://www.ontario.ca/fr/page/documents-pour-obtenir-une-carte-sante>.

⁹ <https://www.byccensus2016.gov.hk/en/Snapshot-01.html>

¹⁰ <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=01&Geo2=&C%20ode2=&SearchText=Canada&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&TABID=1&type=0>

¹¹ <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2020/11/le-canada-annonce-des-mesures-dimmigration-a-lappui-des-residents-de-hong-kong-et-des-canadiens-habitant-a-hong-kong.html>

¹² <https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/pub/rapport-annuel-2020-fr.pdf>

- aucun impôt au gouvernement du Canada pendant leurs années de travail.
5. La perte de ces professionnels sur leurs marchés du travail pertinents constitue une « fuite des cerveaux » évitable.
 6. De nombreux immigrants qui quittent le Canada n’y retournent qu’à la retraite, laissant au Canada le poids du paiement de leur Sécurité de la vieillesse.

Recommandations

Notre pays doit faciliter la mise à contribution des compétences des immigrants pour permettre à ceux-ci de participer à l’économie du Canada. Pour améliorer notre société, rétablir la confiance des immigrants et des futurs nouveaux arrivants, et les intégrer dans la grande famille canadienne, nous recommandons ce qui suit :

1. Les ministères fédéraux devraient collaborer étroitement avec les gouvernements provinciaux, les organismes syndicaux et les associations professionnelles afin de simplifier le processus visant à agréer les professionnels, comme les médecins, les avocats, les ingénieurs et les infirmières diplômés d’établissements d’enseignement étrangers, en particulier lorsqu’ils sont délivrés par des pays ayant des qualifications équivalentes en matière d’enseignement. Nous devrions valoriser aussi bien les expériences universitaires et professionnelles du Canada que celles du pays d’origine. Nous sommes un pays multiculturel et accueillant, nous devons donc intégrer des pratiques sectorielles internationales à jour dans nos pratiques professionnelles.
2. Chaque profession, en particulier dans le secteur des soins de santé, devrait créer un réseau pour les différents groupes ethniques. Par exemple, mettre les médecins en contact avec des réseaux communautaires qui offriront soutiens, conseils et mentorat aux nouveaux arrivants sur la façon de s’intégrer dans nos cercles professionnels. Ces réseaux peuvent également mieux servir les aînés et les personnes dans le besoin au sein de nos communautés ethniques, puisque leurs membres ont des antécédents culturels identiques et peuvent mieux prendre en main certaines situations.
3. Le ministère de l’Immigration devrait offrir des services aux nouveaux arrivants et les aider à présenter une demande et à souligner l’importance d’obtenir des documents essentiels comme le NAS, la carte Santé, etc.
4. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada devrait mettre au point de véritables cours de français pour débutants afin de promouvoir le bilinguisme auprès d’un plus grand nombre de nouveaux immigrants. À l’heure actuelle, de nombreux « cours de débutants en français » s’attendent à ce que les étudiants possèdent déjà quelques notions de français, et la plupart des immigrants de Hong Kong ne répondent pas à cette exigence.
5. Des programmes et des projets peuvent également être mis en place par le gouvernement du Canada en collaboration avec des ONG et des organismes communautaires canadiens bien établis qui ont une longue expérience et ont servi la communauté hongkongaise du Canada. Ces programmes pourraient dorénavant aider les arrivants au Canada à trouver un emploi, à obtenir de l’aide pendant leur période d’établissement et, à long terme, à devenir des résidents qui contribuent à la diversité du tissu canadien¹³.

Conclusion

Le gouvernement du Canada devrait créer des initiatives et concevoir des plans complets pour s’assurer d’utiliser toutes les ressources à sa disposition pour aider les immigrants et les réfugiés au sens de la Convention, à faire souche. En simplifiant l’agrément des professionnels étrangers, nous augmenterons

¹³ Comme l’a mentionné Henry Chan, co-directeur de Saskatchewan Stands with Hong Kong à la réunion 17 du Comité permanent de la citoyenneté et de l’immigration, le 22 février 2021, <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/43-2/CIMM/reunion-17/temoignages>.

efficacement la productivité du Canada, tirerons parti des idées novatrices potentielles qu'ils apportent, augmenterons le montant des impôts payés, améliorerons les conditions de vie des immigrants et des réfugiés, et éviterons d'alourdir inutilement le fardeau potentiel sur notre système économique, social et médical.

Mémoire : Mesures spéciales en matière d'immigration et de protection des réfugiés pour les habitants de Hong Kong

Soumis par

Mimi Lee (EPC, CEA)

Conseillère financière depuis 2003, Mme Lee travaille auprès d'un large éventail de Canadiens, dont certains sont des immigrants d'origines variées. Malheureusement, tous ressentent les mêmes frustrations en racontant leur histoire. Le Torontonien HongKongers Action Group organise des événements depuis juin 2019 à Toronto en guise de sensibilisation et de soutien au mouvement prodémocratie à Hong Kong déclenché par la modification proposée au projet de loi sur l'extradition vers la Chine. Mme Lee est l'une des organisatrices du groupe.

fb.com/THKAG